

«Sofagate» : Ursula von der Leyen met en garde Charles Michel

Lors d'une réunion à Ankara, von der Leyen avait été placée en retrait sur un divan, tandis que Michel et Erdogan avaient pris place dans les deux seuls fauteuils disponibles. La présidente de la Commission européenne «ne permettra pas qu'une telle situation se reproduise», a-t-elle averti.

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 43 minutes



La controverse suscitée par la préséance donnée à Charles Michel lors de leur réunion du mardi 6 avril à Ankara avec le président turc Recep Tayyip Erdogan a été vécue comme un affront par Ursula von der Leyen. *AFP / TURKISH PRESIDENTIAL PRESS SERVICE*

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a reçu lundi 12 avril le président du Conseil européen Charles Michel pour la première fois depuis l'incident protocolaire du «Sofagate» à Ankara et l'a averti qu'elle «ne permettra pas qu'une telle situation se reproduise». «Les présidents von der Leyen et Michel ont tenu leur réunion hebdomadaire habituelle et ont discuté d'une série de questions d'actualité», a expliqué le porte-parole de la Commission européenne à l'issue de la rencontre.

L'entretien s'est déroulé au Berlaymont, siège de la Commission européenne et a duré près de deux heures. Ursula von der Leyen *«a clairement indiqué qu'elle ne permettra jamais qu'une telle situation se reproduise»*, a précisé une source à la Commission. La controverse suscitée par la préséance donnée à Charles Michel lors de leur réunion du mardi 6 avril à Ankara avec le président turc Recep Tayyip Erdogan a été vécue comme un affront par Ursula von der Leyen.

Placée en retrait sur un divan

La présidente de la Commission avait été placée en retrait sur un divan, tandis que Charles Michel et Recep Tayyip Erdogan prenaient place dans les deux seuls fauteuils disponibles. Les services du Conseil assurent que Charles Michel a la préséance pour le protocole international. La Commission conteste cette lecture et réclame le même rang protocolaire pour les deux dirigeants.

Ursula von der Leyen a demandé à ses services de contacter leurs homologues au Conseil pour *«trouver un 'modus vivendi' afin d'éviter de telles situations à l'avenir»*, avait expliqué plus tôt dans la journée son porte-parole Eric Mamer. Un memorandum qui expose en cinq points les demandes de la présidente de la Commission sur la base de *«l'interprétation des règles en vigueur»*, a été transmis par email aux collaborateurs de Charles Michel, a-t-il précisé.

Le texte est analysé comme *«une série de conditions»* imposées par la Commission avec la volonté *«d'affaiblir le Conseil européen»*, a affirmé à l'AFP un représentant du Conseil, l'organe représentant les 27 Etats membres. *«La Commission profite de l'incident pour remettre en cause les traités, notamment l'article 15»* qui détaille les responsabilités de chacun, soutient-il. L'exécutif européen s'est défendu d'avoir une telle intention: *«Nous ne revendiquons rien de plus que ce qui est dans les traités»*, a assuré Eric Mamer. *«Il ne s'agit absolument pas pour Mme von der Leyen de vouloir parler à la place du président du Conseil sur les questions de politique étrangère et de sécurité commune»*, a-t-il souligné.

Epinglé par de nombreux élus européens pour son silence à Ankara, Charles Michel s'est défendu de tout sexisme, assurant dans un entretien à plusieurs médias européens n'avoir pas réagi pour éviter *«un incident (diplomatique) beaucoup plus grave»* avec Ankara. *«Je ne vous cache pas que je ne dors pas bien la nuit depuis»*, a-t-il confié. C'était la première fois lundi que les deux dirigeants se parlaient depuis l'incident, malgré des tentatives précédentes de Charles Michel de contacter Mme von der Leyen.

«Après Ankara, la présidente est allée en Jordanie, puis elle s'est rendue en Allemagne pour la première fois depuis Noël pour retrouver sa famille, et durant ce séjour, elle a privilégié ses relations familiales», a expliqué le porte-parole de la Commission. Les présidents des deux institutions seront entendus mardi en fin de journée par les chefs des groupes politiques au Parlement européen, où un débat sur le «Sofagate» a été réclamé.